

IPI

INTERNATIONAL
PEACE
INSTITUTE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation



Ce séminaire a été co-organisé à N'Djamena, au Tchad, du 31 mai au 1^{er} juin 2017 par IPI, les Nations Unies et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) suisse. Le séminaire a réuni plus d'une centaine de participants de 14 pays d'Afrique du Nord, de l'Ouest et centrale, d'une dizaine d'organisations régionales et internationales ainsi que des experts, afin de discuter la problématique de la prévention de l'extrémisme violent d'une perspective régionale. Ces conversations font suite à celles organisées à Dakar en juin 2016.

Arthur Boutellis, Delphine Mechoulan et Aïssata Athie du Centre Brian Urquhart pour les opérations de paix d'IPI ont supervisé les préparations substantives de la rencontre. Delphine Mechoulan et Marie-Joëlle Zahar ont assuré la rédaction de ce rapport. Ce rapport reflète l'interprétation des discussions par les rapporteurs et ne représente pas nécessairement les opinions de tous les participants.

IPI est reconnaissant envers ses généreux donateurs, dont le soutien rend possible les publications comme celle-ci. En particulier, IPI remercie la Confédération Suisse.

Investir dans la paix et la prévention de la violence dans le Sahel-Sahara : Deuxièmes Conversations régionales

AOÛT 2017

Introduction

L'extrémisme violent s'exprime de différentes manières, selon les contextes. Alimenté par des causes tant endogènes qu'exogènes, il s'agit d'un phénomène qui, s'il se manifeste sur le plan local ou national, a également des dimensions régionales et internationales. Touchant à tous les enjeux de société, de la sécurité à la gouvernance, en passant par la religion, l'idéologie, l'économie, le social, la justice et le développement, l'extrémisme violent est une problématique complexe dont la compréhension et l'analyse varient suivant l'approche choisie.

Assiste-t-on à la radicalisation de l'islamisme ou à l'islamisation de la radicalité, comme le soulève un débat bien connu sur ce thème ? En quoi l'extrémisme et la violence diffèrent-ils ? S'agit-il d'une tentative de changement (liée aux réalités politiques, sociales ou économiques et à la détérioration des liens État-citoyen), voire une révolution, ou une quête de sens (associée à la perte des repères traditionnels, historiques, et normatifs) ? Quel rôle la religion et l'éducation religieuse jouent-elles dans l'émergence du phénomène ? Comment poser ces questions et engager le dialogue dans le respect tout en protégeant les sociétés de la violence ? Quel rôle, à cet égard, pour les chercheurs, les religieux et les érudits ? Les politiques ? Les administrateurs ? Le secteur privé ? Les médias ? Les jeunes ? Les femmes ?

Souhaitant poursuivre et approfondir les échanges régionaux sur ces thèmes, l'Institut International pour la Paix (IPI), les Nations Unies et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) suisse, ont organisé la deuxième édition des Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent sous le thème « Investir dans la paix et la prévention de la violence dans le Sahel-Sahara » à N'Djamena, au Tchad, les 31 mai et 1^{er} juin 2017. La rencontre a réuni plus d'une centaine de participants de 14 pays d'Afrique du Nord, de l'Ouest et centrale, d'une dizaine d'organisations régionales et internationales et quelques experts extérieurs. Ils provenaient d'horizons très divers : dirigeants politiques, administrateurs, représentants des divers corps armés et de sécurité, membres de la société civile (hommes, femmes, jeunes, ONGs), autorités religieuses et traditionnelles, représentants des médias (en leur capacité d'experts), représentants du secteur privé, chercheurs, représentants d'organisations régionales et internationales, et diplomates. Ces Conversations font suite à celles organisées à Dakar, au Sénégal, en juin 2016¹; elles s'inscrivent également dans la continuité

1 International Peace Institute, « Investir dans la paix et la prévention de la violence en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel-Sahara : Conversations autour du Plan d'action du secrétaire général », septembre 2016, disponible à www.ipinst.org/2016/09/investing-in-peace-west-africa-sahel-sahara. Les conversations de Dakar ont contribué au développement de perspectives régionales sur le Plan d'action du secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent. Assemblée générale de l'ONU, *Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent du 24 décembre 2015 : Rapport du secrétaire général*, 24 décembre 2015, UN Doc. A/70/674.

du séminaire précurseur à Tunis en novembre 2015².

L'espace créé par cette initiative lancée il y a dix-huit mois apparaît comme unique et fortement sollicité. Sa dimension régionale originale (unissant Afrique du Nord et Afrique subsaharienne), le soin apporté à la participation d'acteurs d'horizons professionnels divers, un libre espace de parole, la possibilité d'aborder dans un climat ouvert des sujets souvent tabous, sont autant d'aspects qui furent fortement soulignés. Un appel a été lancé pour que les initiateurs maintiennent cette dynamique, tout en soutenant des actions à une échelle plus réduite qui pourront aussi nourrir une prochaine édition des Conversations.

Lors des précédentes rencontres, il avait été constaté que les politiques relatives à la prévention de l'extrémisme violent devaient être fondées sur des actions conjointes, impliquant les institutions (locales, étatiques, régionales et internationales) et les communautés. Seules de telles actions pourraient apporter des réponses innovantes, adaptées aux contextes et aux perceptions locales spécifiques. Cette deuxième édition des Conversations régionales a donc porté plus particulièrement sur les questions liées aux relations État-citoyens, à la participation politique, au dialogue inclusif et aux initiatives multiples dont le résultat, si ce n'est l'objectif, est d'offrir des alternatives à la violence. Ces thèmes furent traités au sein de quatre groupes de travail relatifs à la relation État-citoyens, au rôle spécifique des forces de défense et de sécurité, à celui des médias et à la situation particulière de la région du bassin du lac Tchad.

En outre, la violence des groupes armés n'est plus considérée comme une fatalité mais comme liée à divers courants de violence qui traversent nos propres sociétés. La violence des inégalités sociales et économiques, des dominations, du non-respect des groupes minoritaires, du comportement non contrôlé des porteurs d'armes, de l'exclusion politique est clairement reconnue. Encore mal intégrée aux réponses apportées par les dispositifs et structures étatiques, cette reconnaissance apparaît cependant comme un élément émergent dans les réflexions et actions des acteurs politiques. La perception que l'avenir de nos sociétés est en jeu est maintenant plus globalement partagée. Les rivalités

économiques et communautaires, l'intolérance et les luttes de pouvoir ne vont pas disparaître, mais la violence extrême les recadre dans une nouvelle perspective qui va toucher le socle social et politique de nos sociétés.

Visant à mieux comprendre les opportunités et défis auxquels font face l'investissement dans la paix et la prévention de la violence, les Conversations de N'Djamena se sont également penchées sur l'articulation des réponses et des solutions envisagées. Comment atteindre et maintenir l'équilibre délicat entre les réponses sécuritaires, politiques, socio-économiques, idéologiques et développementales ? Comment appréhender l'articulation entre réponses locales, nationales et internationales ? Comment prévenir que les agendas ou compréhensions externes ne freinent le développement de solutions locales adaptées et donc durables ? Comment soutenir les efforts tant publics que privés qui renforcent très concrètement la prévention ou l'ont clairement comme objectif ?

Un éventail d'acteurs et de nouvelles relations

Les Conversations de N'Djamena ont souligné la multiplicité des acteurs impliqués dans la prévention de l'extrémisme violent et rappelé l'importance de concilier les différents niveaux de réponse. Partant du constant que le phénomène est lié, entre autres et suivant les circonstances, à des déficits de gouvernance, d'absence de dialogue et de véritable contrat social entre l'État et les citoyens, elles ont cependant mis l'accent sur la centralité de l'action étatique. L'extrémisme violent touche, en effet, directement aux fonctions régaliennes des États invitant ceux-ci à y répondre de manière appropriée. Relevant l'importance du leadership étatique dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de prévention, les participants ont souhaité que les États fassent preuve d'autant de dynamisme et de volontarisme dans cette prévention que dans leur engagement à combattre l'extrémisme violent par les moyens militaires.

Car si la lutte contre l'extrémisme violent a longtemps été le pré carré des forces de défense et de sécurité, et les réponses apportées restées trop

² International Peace Institute, « L'extrémisme violent : Vers une stratégie de prévention dans l'espace francophone », janvier 2016, disponible à www.ipinst.org/2016/01/violent-extremism-toward-a-strategy-of-prevention-in-the-francophone-space.

souvent principalement sécuritaires, ces forces n'ont pas le monopole de la question sécuritaire. Elles ne sauraient assumer des fonctions d'ordre politique ou économique qui doivent également être mobilisées pour répondre aux enjeux que pose la violence extrémiste. De plus, si les forces de défense et de sécurité sont certes des acteurs de stabilisation, leur comportement peut tout aussi bien devenir source de problèmes, notamment lorsque le déploiement des forces s'accompagne d'exactions, qui peuvent provoquer une accélération de la radicalisation des populations, ou d'une partie d'entre elles.

Il est donc important de mettre sur pied des armées plus inclusives, et des forces de police et gendarmerie plus locales, donc représentatives de la diversité des sociétés et plus susceptibles d'être en phase avec les populations. Par ailleurs, plusieurs questions liées aux responsabilités des forces de défense et de sécurité appellent des suivis non-sécuritaires, tels l'accueil des repentis (ex-engagés) ou encore la gestion des aspects humanitaires des zones de violence extrême. Les gouvernements semblent encore démunis à cet égard et une approche commune sécurité nationale et sécurité humaine s'avère nécessaire sur tous les terrains de conflits violents.

En partant du constat que les structures et actions étatiques sont nécessaires mais insuffisantes, l'engagement de l'ensemble de la société, femmes, jeunes, chefs religieux et traditionnels, médias et secteur privé, comme acteurs clés de la prévention de l'extrémisme violent s'avère indispensable ; il n'est plus suffisant de les considérer comme des bénéficiaires. Pour renforcer cette participation, les relations État-société doivent évoluer de manière à conforter le rôle des structures traditionnelles lorsqu'elles bénéficient encore d'une légitimité locale. Il est également nécessaire de multiplier les espaces pour les initiatives de femmes et de jeunes, et créer un cadre permettant à chaque catégorie d'acteurs de jouer son plein rôle (y compris le secteur économique et commercial) comme instigateur d'initiatives qui se sont révélées, dans de nombreuses situations, de puissants moteurs de prévention tant localement que nationalement ou internationalement. Le rôle de l'État, au-delà de ce que les institutions et administrations sont amenées à porter elles-mêmes comme mesures de prévention, consiste à favoriser

de telles initiatives, à les valoriser et à les considérer comme une richesse commune.

De nombreuses expériences et initiatives témoignent déjà d'une véritable volonté d'implication de la société civile, menées en particulier par des organisations de femmes et de jeunes qui multiplient les espaces de dialogue et les projets transversaux (formations à l'entrepreneuriat, dynamiques alternatives, actions de divers types auprès de milieux traversés par des idéologies et des projets violents, et même recherche de contact avec les forces de défense et de sécurité, pour réfléchir ensemble aux enjeux de la violence et de sa prévention). Les communautés directement touchées par la violence ont aussi développé, par leurs propres moyens, des réactions de prévention. Il s'agit cependant de bien comprendre la variabilité des lieux et des formes de gouvernance pour évaluer les réactions des communautés directement touchées qui ne réagissent pas de la même manière d'une zone à une autre. Comprendre la diversité de ces réponses devrait ainsi permettre de mieux identifier les facteurs spécifiques qui, dans un environnement donné, contribuent à favoriser soit un faisceau de réactions positives, soit une détérioration de la situation.

L'évolution de l'utilisation du langage pour exprimer le désarroi que provoque l'extrémisme violent est en train de changer rapidement. De globale et condescendante qu'elle fut pendant longtemps, l'approche descriptive du phénomène complexe de la violence actuelle devient plus subtile, plus nuancée, plus proche des réalités de terrain. Une prise de conscience de la nécessité de s'éloigner des amalgames, des concepts, de différencier les terrains et les comportements, de multiplier les études concrètes de réalités multiples, montre que nos sociétés s'adaptent peu à peu au besoin évident de considérer chaque situation, même très locale, pour elle-même. L'échec d'approches ou de discours menant à des mesures globales et non différenciées, ou ne cherchant à aborder que certains facteurs, parfois mineurs, de l'extrémisme violent, confirme la nécessité d'orienter les esprits vers plus de subtilité, de patience, d'écoute et d'ouverture.

Quant aux médias (radios communautaires, réseaux sociaux, journaux, audio-visuel), leur importance dans la promotion et la sensibilisation à la prévention (en particulier dans l'utilisation

d'un vocabulaire adéquat pouvant infléchir l'action dans un sens positif) n'est plus à souligner ; les participants ont noté que l'utilisation de termes tels que 'barbares' ou 'gangrène' pour décrire les extrémistes violents et 'dératiser' pour décrire les solutions préconisées pour faire face à l'extrémisme violent, souligne tout particulièrement le rôle, en l'espèce négatif, que peuvent jouer les médias dans la formation de l'opinion publique. Les radios communautaires, quant à elles, en évitant de transmettre des discours de haine, contribuent à la prévention et au dialogue, comme le montrent, par exemple, la retransmission de cafés politiques, ou les échanges entre acteurs politiques et activistes de la société civile, diffusés comme podcasts.

Si les journalistes peuvent donc être acteurs de la prévention, ils font aussi face à des difficultés limitant leur efficacité : restrictions de liberté, qui menacent leur indépendance, manque de moyens, de formations et de protection leur permettant d'assumer le rôle capital qu'ils peuvent jouer. Il faut donc renforcer les moyens qui peuvent leur permettre de mieux remplir ce rôle de prévention. Ce bouleversement donne raison aux médias autonomes, adaptés aux besoins, indépendants et professionnels, ainsi qu'à l'essor de radios locales sérieuses. La pression des médias internationaux, qui expriment le besoin d'obtenir de l'information neutre, augmente cette reconversion.

La convergence d'initiatives locales, nationales et régionales

Constatant les limites objectives des réponses à l'extrémisme violent proposées par les programmes de sécurité militaire, et aux impasses auxquelles mènent certains modes d'action, les Conversations ont bénéficié de la présentation de nouvelles et nombreuses approches de prévention.

En premier lieu, et au vu du caractère transfrontalier et transnational du phénomène de l'extrémisme violent, la responsabilité des organisations régionales, telles que celle qui gère le bassin du lac Tchad, et qui sont dotées de concepts d'opérations et de règles d'engagement communs, doit porter aussi sur des réponses politiques, humanitaires et développementales, et non seulement sécuritaires. Il est attendu de ces organi-

sations qu'elles facilitent la coordination d'interventions multisectorielles, multipartenaires et multi-échelles, qu'elles harmonisent les politiques des différents États concernés et assurent la circulation de l'information au niveau régional. Emanant de la région, ces réponses militaires, comme celle du G5 Sahel, de la Commission du bassin du lac Tchad ou de l'Autorité pour le développement intégré du Liptako-Gourma, doivent se développer sans pour autant se substituer à des politiques étatiques responsables.

Les progrès enregistrés dans le développement de réponses régionales sécuritaires et militaires contrastent fortement avec la faible progression des plans régionaux de prévention et du manque de coordination entre eux. Ceux-ci devraient inclure, entre autres, le développement d'approches régionales légales, d'une politique commune de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR), ou de formations standard sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire à l'intention des forces armées. Les espaces de dialogue inclusif doivent aussi y trouver toute leur place.

Au cours de l'année qui a séparé les premières des deuxièmes Conversations régionales, les événements liés à la violence extrême se sont multipliés un peu partout dans le monde. Ils ont provoqué une prise de conscience nouvelle pour beaucoup : les violences étatiques et internationales, loin de réduire celles des groupes armés, les ont au contraire stimulées. Les attentats se sont multipliés et géographiquement étendus. De cette effervescence s'est consolidée la certitude que l'acte militaire est loin d'être suffisant et que l'engagement de toute la population est nécessaire. Ceci, tant sur le plan familial, communautaire, culturel, religieux, social et économique que dans la nécessité de coopérer, c'est-à-dire de dialoguer, entre tous les secteurs de la société. Les populations doivent être d'avantage reconnues par les autorités comme la meilleure protection contre la violence et leur coopération devient non seulement évidente et urgente, mais aussi indispensable. Le rôle des comités de vigilance et des renseignements obtenus auprès des communautés fut souligné à cet égard ; mais ce rôle est ambigu et encore trop peu réfléchi, posant ainsi des problèmes sur le long terme.

Une urgence s'est donc imposée aux Conversations : celle de bâtir ou consolider des

passerelles tant horizontales que verticales entre les multiples acteurs concernés. Établir une collaboration entre les gouvernements, les forces de sécurité, l'armée, les organismes de la société civile, les communautés, les médias et le secteur privé aidera particulièrement à surmonter les problèmes de confiance qui entachent souvent les relations entre ces différents acteurs. La participation des populations, souvent, hélas, encore symbolique, et les expériences de dialogue avec les autorités reflètent certes des efforts d'écoute ponctuels, mais sont trop rares, en particulier par l'absence reconnue de participation de la société civile aux réflexions qui entourent toutes les formes de prévention envisageables.

Par principe, les approches nationales et régionales devraient s'appuyer sur ce qui se fait sur place et soutenir d'abord les initiatives locales. Ceci implique de développer des capacités civiles là où la violence extrême sévit et de les valoriser, ce qui amplifierait les multiples initiatives déjà existantes. La société civile, en particulier les femmes et les communautés locales, pourrait par exemple aider à la réinsertion et la réintégration des personnes radicalisées. Il en va de même pour les minorités et les victimes directes de l'extrémisme violent. Surtout, cela devrait être l'occasion d'engager un dialogue sociétal sur ce qui a causé ces violences, un dialogue impliquant les autorités, la société civile, les victimes et les anciens combattants ; le pardon est un exutoire important, mais ne saurait faire l'économie de regarder en face les sources du mal et de renforcer la résolution commune de travailler ensemble à ce qu'elles ne perdurent pas. Dans la perspective d'une réconciliation future, mais surtout dans le but ultime des efforts de prévention, engager le dialogue le plus rapidement possible avec les extrémistes violents et ceux qui les appuient est également fondamental, aussi difficile que cela puisse paraître.

Les crises multiples qui déchirent les sociétés, dans les familles, au travail, au sein des communautés et entre administrations et administrés, ont provoqué de nombreuses réponses de la société civile. Des centres destinés à la jeunesse ont par exemple été créés, favorisant ainsi, par le biais de leurs multiples activités, la prise de conscience du danger du terrorisme. Les anciens et les religieux, en cherchant à réintroduire les valeurs traditionnelles, revigorer les normes

sociales et proposer une lecture des textes religieux qui problématise et remet en question le passage à la violence, jouent également un rôle clé.

Il est important de capitaliser sur les expériences positives en identifiant et recensant les initiatives et leur éventuelle réussite, ainsi que leur adaptation au contexte et aux spécificités locales, tout en reconnaissant qu'il n'est pas possible de répliquer telles quelles les expériences réussies. La temporalité de ces initiatives doit tenir compte de l'espace-temps nécessaire à leur application : même l'urgence doit être accompagnée de la recherche de solutions structurelles, comme par exemple lors de conflits fonciers, de tensions qui opposent agriculteurs et éleveurs, ou encore dans les domaines de l'éducation et de l'économie, avec une focale orientée sur les opportunités offertes aux jeunes.

Enfin, les politiques et instruments de prévention doivent se déployer rapidement avant que les crises n'éclatent, pour faire contrepoids à la capacité d'adaptation des groupes extrémistes violents, qui savent utiliser le temps en leur faveur, celui des États étant souvent « le temps de l'inertie ». En ce sens, les questions d'environnement et les réponses des populations, y compris violentes, aux effets négatifs des changements, le cas du bassin du lac Tchad en est un bon exemple, confirment la nécessité tant de fois évoquée d'aborder les situations de crise de manière différenciée et avec des moyens d'information complets.

Appuyer les acteurs locaux, dialoguer et approfondir la collaboration

Les Conversations ont identifié trois recommandations génériques : appuyer les acteurs locaux, dialoguer, et approfondir la collaboration où qu'elle se situe. Néanmoins elles ont également identifié des défis à surmonter en relation avec chacune de ces recommandations.

SOUTENIR LES ACTEURS LOCAUX DE LA PRÉVENTION

Les populations étant au cœur des enjeux de la prévention de l'extrémisme violent, il est important de gagner leur adhésion dans l'optique d'une recherche endogène de solutions et qui, surtout, puissent être considérées comme légitimes par elles. Trois besoins paraissent prioritaires à cet

égard : un engagement accru en faveur du vivre ensemble de la part d'acteurs et d'interlocuteurs légitimes de la société civile, en particulier les leaders communautaires et les chefs religieux et traditionnels ; la création d'espaces de dialogue, notamment interconfessionnel ou intra-confessionnel ; et la mise en place de solutions innovantes permettant de ramener les jeunes des groupes extrémistes dans le giron communautaire, par un processus et une offre d'alternatives où ils doivent pouvoir trouver des réponses à leurs légitimes aspirations, et non pas abandonner celles-ci.

Les modalités d'appui aux acteurs locaux soulèvent néanmoins certains défis sur lesquels les Conversations se sont penchées activement : dans un contexte de crise de gouvernance, il est important pour les États et les intervenants externes de parvenir à appuyer ces acteurs locaux sans les délégitimer. A cet effet, il sera important de trouver des incitations pour les acteurs locaux à pratiquer l'inclusion, alors même que le climat politique est traversé par des actes de violence et que les communautés prennent elles-mêmes en charge leur propre sécurité (milices communautaires ou comités de vigilance très présents au Mali, au Burkina Faso, au Tchad, au Nigéria ou au Cameroun). Les États et les intervenants devront en particulier trouver des moyens de protéger la valeur des ressources qu'offrent les communautés alors que plusieurs pays de la région voient les chefs communautaires traditionnels progressivement remplacés par des chefs politico-militaires ou bousculés par les nouvelles générations qui s'ouvrent à un monde global.

Au sein de cette société, c'est le rôle essentiel des femmes qui est souligné, protectrices de leurs enfants et de la société, souvent garantes des avancées et des victoires politiques acquises. Mais un défi demeure : les femmes sont souvent « infantilisées » et pas considérées comme des actrices à part entière, soit de la violence, soit de sa prévention. Cela alors qu'elles peuvent jouer un rôle clé d'influence par exemple en retenant leurs maris et leurs enfants et en œuvrant activement à la paix et à l'inclusion ; ou dans l'action en poussant leurs hommes à rejoindre les groupes armés, les forces armées ou les groupes d'auto-défense. Il est également important pour les États de réfléchir davantage au rôle de celles-ci et à leur place possible au sein des groupes armés, des forces

armées, et des services de renseignement.

Une alerte particulière a été émise durant ces Conversations : les mouvements tectoniques qui traversent la jeunesse ne sont pas encore perçus à leur juste titre par les aînés, les cadres en place et les institutions étatiques ou civiles. Mais la rapidité des prises de conscience des jeunes et le caractère immédiat de leurs réponses, notamment par l'utilisation systématique des réseaux sociaux, secouent déjà les habitudes. La créativité des jeunes n'est pas encore suffisamment reconnue et risquée, par là-même, de déborder des cadres institutionnels traditionnels. Les freins qui leur sont encore opposés, menant à des sentiments d'abandon, peuvent accélérer les actes de violence et grossir le nombre de ceux qui veulent en découdre avec l'ordre passé, via ou non les groupes violents extrémistes.

Ces Conversations furent formelles : les clivages doivent être compensés rapidement, l'écoute des jeunes devenir systématique, le dialogue s'engager sur le champ, un sens être donné à leur vie, sans quoi de nouveaux types de violences, de discours inaudibles aux oreilles des aînés, vont se répandre davantage. Il faut urgemment et impérativement donner aux jeunes les moyens de leur action.

Considérer d'un regard neuf les questions liées à la religion, aux écoles coraniques et au rôle des chefs religieux permet de s'éloigner des simplifications et des solutions toutes faites. Loin des amalgames trop souvent avancés, la prise en compte des aspects culturels de ces questions, des multiples nuances à souligner, de l'inanité des efforts de « déradicalisation » hors contexte, de la place ébranlée des chefs religieux dont les liens avec les services de renseignement les ont souvent délégitimés auprès de leur population, donne une idée de l'ampleur et de la diversité de la place de l'islam dans la prévention.

Un autre aspect fut pris en compte par les Conversations : si la jeunesse, en particulier, demeure fragile et vulnérable dans la plupart des pays de la région, c'est aussi parce que le développement économique n'est pas basé sur un partage équitable des ressources et que la jeunesse sans emploi est la première victime de cette situation. Les réponses doivent donc inclure la dimension économique en offrant des opportunités aux jeunes. Si les réponses de l'ONU et de

l'Union africaine (UA) combinent déjà certaines de ces dimensions sécurité-développement-gouvernance, notamment par le biais des Objectifs de développement durable (ODD), il est crucial qu'il en soit de même pour les États.

DIALOGUER POUR CONSTRUIRE ENSEMBLE

La question du dialogue comme un outil central de la prévention de la violence est ressorti en filigrane de beaucoup d'interventions. Les Conversations sont elles-mêmes un espace de dialogue et de création de passerelles entre acteurs multiples — lesquels ont souligné leur aspiration à ce que le diagnostic des problèmes de violence extrême puisse être posé par tous les concernés. Que seules des solutions réfléchies et élaborées de manière collective auraient l'adhésion nécessaire à leur mise en œuvre effective. Que seule la mise en œuvre participative des solutions bénéficiera à tous. Et qu'enfin, sans le dialogue, la confiance, souvent mise à mal, ne pourra s'établir pour assurer la pérennité des contrats sociaux mobilisés en vue de la paix.

Ce dialogue doit pouvoir se faire à toutes les échelles et entre tous les acteurs concernés — mais principalement entre l'État, ou plus exactement les hommes et les femmes qui gouvernent, qui administrent, qui rendent justice, qui assurent la défense et la sécurité, et les citoyens. Les Conversations ont montré que le dialogue, même sur des questions sensibles et qui divisent, est possible — que la peur de l'autre ou de l'inconnu peut être surmontée. Il y a là également une véritable opportunité pour les États de renouer des relations de confiance, et de valoriser et stimuler les solutions dont ils ne sont peut-être pas porteurs, mais qui constituent aussi une richesse pour la prévention ; c'est aussi le sens de la participation citoyenne à la construction de la nation.

APPROFONDIR LA COLLABORATION

La prévention de l'extrémisme violent est incluse dans plusieurs stratégies régionales et, dans certaines régions, fait l'objet, d'une multiplicité d'initiatives et de projets locaux. Dans le bassin du lac Tchad, par exemple, on a vu l'émergence d'une action sécuritaire commune au niveau des pays de la ligne de front, mais il n'y a pas ou peu d'autres synergies et programmes concertés entre les États,

les ONG et les communautés pour répondre aux besoins des populations de la zone. Comment, alors, gérer les questions d'échelle et l'articulation des réponses entre le local et le régional ? Comment animer une coopération, autre que sécuritaire, qui est encore balbutiante ? Sachant que les initiatives en faveur de la prévention de l'extrémisme violent peuvent être difficiles à décrire et à mesurer en termes d'impact et donc moins susceptibles d'être financées, notamment par les partenaires, il est important de réfléchir à comment s'émanciper du carcan du manque de ressources.

Il est également essentiel de renforcer la collaboration entre les diverses stratégies lancées dans une même région. Les stratégies régionales permettent de proposer des réponses transnationales à des menaces qui le sont aussi. Elles facilitent la coordination entre différents acteurs et initiatives et le partage d'expériences, bien qu'avec 17 stratégies régionales pour le Sahel, on peut craindre qu'il y ait plus de coordinateurs que de moyens à coordonner. Les initiatives régionales peuvent être également utiles pour l'appui des partenaires et la mobilisation des ressources. Ce sont aussi des espaces où il est potentiellement plus facile de discuter des désaccords, notamment au sujet de la compréhension des phénomènes locaux de violence et des réponses appropriées à y apporter, quand et si ces réponses ne prennent pas le raccourci de la standardisation qui risque de gommer la spécificité de chaque contexte.

Pour leur part, les stratégies locales ont l'avantage de la proximité, de la légitimité des acteurs impliqués et de la spécificité des solutions préconisées. Comment toutefois convaincre les uns et les autres de l'importance stratégique de mener ou soutenir une multiplicité d'initiatives locales qui, parce qu'elles répondent aux réalités des différents contextes, peuvent paraître éclatées et fragmentées ? Comment réconcilier une grande mission onusienne, ou régionale, et une approche locale ? Si la régionalisation est un partage d'expériences, l'approche locale donne plus d'initiatives aux communautés et permet de réaliser de petites choses, avec de grandes ambitions. L'important est déjà d'identifier des approches locales qui ont réussi et d'en diffuser les enseignements, s'ils sont pertinents pour d'autres situations.

Conclusions

Ces Conversations régionales, réunissant des acteurs en provenance d'horizons fort divers, avaient comme objectif de développer l'écoute mutuelle, évaluer les capacités de collaboration, identifier les possibilités de travailler ensemble ainsi que partager les difficultés rencontrées mais aussi des expériences réussies dans la prévention de l'extrémisme violent. Si les initiatives sont nombreuses et démontrent tout l'intérêt que portent les différents acteurs à cette question, l'absence d'une véritable collaboration transnationale autre que sécuritaire et de stratégie allant au-delà des approches techniques sont des limites toujours réelles.

Ces Conversations ont rappelé le besoin d'en revenir à des processus simples de réflexion sur ce qui existe et qui fonctionne avec succès en évitant de reproduire, par facilité, des formes de réponse déjà mises en place ailleurs et, souvent, peu fonctionnelles.

La première des évidences partagées concerne la nécessité de multiplier les espaces de dialogue entre toutes les composantes pertinentes de la société.

La seconde souligne le succès de ceux qui eurent l'ambition d'accomplir de petites choses, chacun à son niveau, plutôt que d'attendre que les mesures de protection et de prévention se mettent en place de manière nationale ou internationale.

La troisième considère que les gouvernements sont les premiers responsables de la mise en place de gouvernances adéquates reposant sur une volonté politique de prévention, même si celle-ci n'est pas sans risque quand il s'agit d'aborder les questions de dialogue avec les populations

touchées par la violence et, plus risquée encore, celles du dialogue avec les groupes armés utilisant la violence extrême.

La quatrième évidence souligne la nécessité pour les États de faire preuve de la même volonté farouche de résultats probants dans leurs actions de prévention que celle affichée lors de l'engagement militaire. Pour ce faire les États devront trouver, construire et emprunter les passerelles qui leur permettront de travailler main dans la main, non seulement les uns avec les autres, mais avec toutes les forces vives de leurs sociétés.

La cinquième, qu'il existe en effet des initiatives réussies de prévention de l'extrémisme violent, et que celles-ci méritent d'être mises en évidence et partagées en tout cas autant, si ce n'est plus, que les violences qui continuent à occuper une large part de notre paysage quotidien.

Ces deuxièmes Conversations ont montré que les préoccupations à leur origine, loin de s'estomper, ont nettement gagné en importance et que certaines recommandations faites lors des précédentes Conversations méritaient une attention renouvelée, car un long chemin les séparait encore de leur application — par exemple, l'implication des femmes dans les initiatives de prévention, les dialogues gouvernement-société civile, le rôle du secteur privé dans la résilience économique des jeunes, les espaces de dialogue à créer par les institutions internationales, les blocages et la lenteur des changements institutionnels et le fait que les États de la région et leurs partenaires continuent à accorder priorité à l'approche sécuritaire et militaire. L'approche de prévention exige que l'on continue à y consacrer une attention soutenue.

Programme

Mercredi 31 mai 2017

8 h 15 à 8 h 45 **Arrivée et inscription des participants**

8 h 45 à 9 h 15 **Discours d'ouverture**

Mohamed Ibn Chambas, *Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel*

Willi Graf, *Directeur du Bureau de coopération suisse au Tchad*

Arthur Boutellis, *Représentant de l'International Peace Institute (IPI)*

Pierre Buyoya, *Haut représentant pour le Mali et le Sahel, Union africaine*

Stephen Tull, *Coordonnateur résident des Nations Unies, Coordonnateur humanitaire et représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement au Tchad*

9 h 15 à 9 h 25 **Lancement des travaux**

Hawa Outmane Djame, *Secrétaire d'État aux affaires étrangères, Tchad*

9 h 25 à 10 h 00 **Pause-café**

10 h 00 à 11 h 30 **Première séance plénière**

L'investissement dans la paix et la prévention de la violence : Opportunités et défis

Cette séance visera à restituer les principales conclusions et l'esprit des conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent lancées à Dakar, et à poursuivre et approfondir la réflexion engagée sur les approches préventives basées sur la participation politique, l'amélioration des relations État-citoyen/gouvernants-gouvernés et le dialogue inclusif dans des sociétés et des espaces en recomposition pour éviter de nouveaux cycles de violence. La question des dynamiques entre acteurs socio-politiques sera en particulier examinée.

Président

Arthur Boutellis, *International Peace Institute*

Panelistes

Marie-Joëlle Zahar, *Professeure titulaire, Science politique, Fellow, Centre d'études et de recherches internationales, Université de Montréal, Canada*

Bakary Sambe, *Président, Institut Timbuktu ; Directeur, Observatoire du radicalisme et des conflits religieux, Sénégal*

Peter Harling, *Fondateur et directeur, Synaps Network, Liban*

Abdoulaye Maïga, *Chef d'escadron, Analyste principal, Direction de l'alerte précoce, Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest*

11 h 30 à 13 h 00 **Deuxième session plénière**

Les manifestations concrètes de l'extrémisme violent dans le Sahel-Sahara : Quel diagnostic font les acteurs régionaux, nationaux et locaux ?

Cette séance cherchera à poursuivre le partage d'expériences sur comment les États, les

citoyens et les organisations de la région perçoivent et définissent la question de l'extrémisme violent dans le Sahel-Sahara. Des chercheurs et centres de recherches présenteront leurs travaux menés dans divers pays de la région comme point de départ pour cette conversation, examinant notamment les dynamiques socio-économiques, politiques et transfrontalières qui peuvent favoriser la violence.

Président

Stephen Tull, *Coordonnateur résident des Nations Unies, Coordonnateur humanitaire et représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement au Tchad*

Panelistes

Larry Gbevlo-Lartey, *Représentant spécial de l'Union africaine pour la coopération antiterroriste et Directeur du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme, Union africaine*

Saïbou Issa, *Directeur de l'École normale supérieure de Maroua, Université de Maroua, Cameroun*

Herrick Mouafo Djontu, *Chercheur associé, Modus Operandi, France*

Yvan Guichaoua, *Brussels School of International Studies, University of Kent, France*

Séverin Kouamé, *Enseignant-chercheur à l'Université de Bouaké, Coordinateur d'Indigo Côte d'Ivoire/Interpeace, Côte d'Ivoire*

13 h 00 à 14 h 00 **Pause déjeuner**

14 h 00 à 17h 30 **Groupes de travail thématiques**

Échange d'expériences réussies de prévention dans le Sahel-Sahara (Afrique centrale, Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest)

Quatre groupes de travail distincts (avec un rapporteur pour chacun d'eux) discuteront de la prévention de l'extrémisme violent dans la région Sahel-Sahara en examinant les facteurs associés à des sociétés pacifiques et résilientes, avec une attention particulière aux relations État-citoyen/gouvernants-gouvernés et qui une fois renforcées constituent un rempart à l'éclosion et à la propagation de la violence (plutôt que de s'intéresser uniquement aux facteurs qui alimentent et soutiennent des actes de violence). Les participants sont encouragés à donner des exemples de la façon dont les Etats et/ou les citoyens et communautés et les organisations cherchent à prévenir la violence extrême dans ces domaines particuliers. Les réponses ou les besoins de réponses transnationales seront également discutés.

Ces groupes de travail restreints seront composés d'une quinzaine de personnes, et traiteront chacun d'une dimension de la prévention de l'extrémisme violent. Il sera demandé à quelques participants (« discutants ») de lancer la discussion sur la base de leur expérience (pour de courtes interventions de 4 à 5 minutes maximum), mais la suite des échanges se déroulera de manière interactive. Un rapporteur par groupe sera désigné afin de présenter les résultats des discussions des groupes de travail. Une interprétation simultanée français-anglais sera disponible.

Groupe 1 : Comment réaliser le potentiel de prévention venant de structures consultatives, portées en particulier par des femmes et des jeunes ?

Président

Hamid Boukrif, *Ambassadeur, Ministère des affaires étrangères, Algérie*

Rapporteur

Emmanuel Tronc, *Expert consultant ; ancien responsable international Médecins Sans Frontières, France*

Groupe 2 : Comment faire pour que le traitement médiatique de la violence contribue à la prévention ?

Président et Rapporteur

Kouider Zerrouk, *Chef des communications et de l'information publique, Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Sénégal*

Groupe 3 : Comment faire pour que les forces de défense et de sécurité contribuent aux efforts de prévention ?

Président

Général Paul Ndiaye, *Centre des hautes études de défense et de sécurité, Sénégal*

Rapporteur

Yvan Guichaoua, *Enseignant chercheur, Université de Kent, Brussels School of International Studies, France*

Groupe 4 : Spécificités de la région du bassin du lac Tchad : Défis et opportunités pour une approche préventive au niveau local, national et régional ?

Président

Moussa Dago, *Secrétaire général, Ministère des affaires étrangères, Tchad*

Rapporteur

Christian Pout, *Président, Centre africain d'études internationales diplomatiques économiques et stratégiques, Cameroun*

Jeudi 1^{er} juin 2017

09 h 30 à 11 h 00 **Troisième session plénière**

Présentation des résultats des groupes de travail

12 h 00 à 13 h 00 **Déjeuner**

13 h 00 à 14 h 45 **Quatrième séance plénière**

Vers une approche régionale de la prévention de l'extrémisme violent

Sur la base des conclusions des quatre groupes de travail, les participants examineront les moyens dont les citoyens et les États et leurs partenaires régionaux et internationaux pourraient plus efficacement aborder la question de la prévention de l'extrémisme violent, y compris à travers une approche régionale dépassant les frontières et qui prendrait en compte les défis et les opportunités que présente le contexte régional. L'objectif sera de formuler des recommandations qui peuvent être mises en œuvre par les praticiens de la région, au sein des États et à travers des ensembles sous régionaux formels ou informels,

dans certains cas avec le soutien de l'ONU et des autres partenaires, y compris un soutien aux mécanismes, processus et initiatives, nouvelles ou déjà existantes, au niveau local, national et régional.

Président

Mahamat Saleh Annadif, *Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali et Chef de la MINUSMA*

Panelistes

Najim El Hadj Mohamed, *Secrétaire permanent, G5 Sahel*

Sanusi Imran Abdullahi, *Secrétaire permanent, Commission du bassin du lac Tchad*

Abdoulaye Mohamadou, *Secrétaire exécutif adjoint, Conseil de l'entente, Niger*

Stephanie Wolters, *Chef du Peace and Security Research Program, Institute for Security Studies, South Africa*

Jean-Hervé Jezequel, *Directeur adjoint Afrique de l'Ouest, International Crisis Group*

14 h 45 à 15 h 00 **Pause-café**

15 h 00 à 15 h 45 **Synthèse générale et remarques de clôture**

Marie-Joëlle Zahar, *Professeure titulaire, Science politique, Fellow, Centre d'études et de recherches internationales, Université de Montréal, Canada*

Mohamed Ibn Chambas, *Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel*

Jean-Daniel Biéler, *Conseiller spécial, Division sécurité humaine, Département fédéral des affaires étrangères, Suisse*

Arthur Boutellis, *International Peace Institute*

Participants

Sanusi Imran Abdullahi

Commission du bassin du lac Tchad

Christiane Agboton Johnson

Centre des hautes études de défense et de sécurité,
Sénégal

Mohamed Anacko

Conseil régional d'Agadez, Niger

Hannah Armstrong

Consultante, Algérie

Aïssata Athie

International Peace Institute

Abdoulaye Ba

Fondation Cordoue de Genève, Suisse

Ahmat Mahamat Bachir

Ministère de la sécurité publique et de
l'immigration, Tchad

Colonel Didier Badjeck

Ministère de la défense, Cameroun

Godefroy Barandagiye

Union africaine

Pauline Bend

Fondation Hironnelle, Niger

Ali Bensaad

Université Paris 8, France

Jean-Daniel Biéler

Département fédéral des affaires étrangères, Suisse

Hamid Boukrif

Ministère des affaires étrangères, Algérie

Arthur Boutellis

International Peace Institute

Pierre Buyoya

Mission de l'Union africaine pour le Mali et le
Sahel

Moussa Dago

Ministère des affaires étrangères, Tchad

Romain Darbellay

Ambassade de Suisse en Tunisie

Marielle Debos

Université Paris 10, France

Massaër Diallo

Institut d'études politiques et stratégiques, Sénégal

Michael Didama

Le Temps, Forum des responsables des médias de
l'Afrique centrale

François Michel Moundor Diene

Ministère des affaires étrangères et des Sénégalais
de l'extérieur, Sénégal

Colonel Babacar Diouf

Centre des hautes études de défense et de sécurité,
Sénégal

Bichara Issa Djadallah

Ministère de la défense nationale, des anciens
combattants et des victimes de guerre, Tchad

Hawa Outmane Djame

Secrétaire d'État aux affaires étrangères, Tchad

Enoch Djondang

G5 Sahel, Tchad

Herrick Mouafo Djontu

Modus Operandi, France

Hillmann Egbe

Équipe spéciale des Nations Unies pour la lutte
contre le terrorisme

Abou El Mahassine Fassi-Fihri

Search for Common Ground, Tunisie

Frej Fenniche

Expert droits de l'homme, Suisse

Annalena Flury
Bureau de la coopération suisse au Tchad

Guibaï Gatama
L'Œil du Sahel, Cameroun

Gali Ngothé Gatta
Député, Tchad

Larry Gbevlo-Lartey
Union africaine, Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme, Algérie

Aliyu Gebi
Ministère de l'intérieur, Nigéria

Abderamane Ali Gossoumian
Comité de suivi de l'appel à la paix et à la réconciliation, Tchad

Willi Graf
Bureau de la coopération suisse au Tchad

Romain Guelbe
Plateforme interconfessionnelle, Tchad

Yvan Guichaoua
Brussels School of International Studies,
University of Kent, France

Peter Harling
Synaps Network, Liban

Idayat Hassan
Centre for Democracy and Development, Nigéria

Pascal Holliger
Ambassade de Suisse au Nigéria

Mohamed Ibn Chambas
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

Saïbou Issa
Université de Maroua, Ministère de l'enseignement supérieur, Cameroun

Jean-Hervé Jezequel
International Crisis Group, Sénégal

Moussokoro Kane
Nations Unies, Tchad

Nènè Konaté
Institut malien de recherche action pour la paix,
Interpeace, Mali

Séverin Kouamé
Indigo Côte d'Ivoire/Interpeace, Côte d'Ivoire

Noélie Kouraogo
Amnesty International, Mys'TIC, Burkina Faso

Ahmed Labnouj
Interpeace Afrique du Nord, Libye

Muhammad Nurudeen Lemu
Islamic Education Trust, Nigéria

Ngaryambang Madjimgaye
Comité national de coordination G5 Sahel

Lisa Magnollay Karlen
Direction du développement et de la coopération,
Suisse

Issouf Ag Maha
Maire de Tchirozérine, Niger

Abdoulaye Maïga
Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest

Niamké E. Benjamin Malan
Ministère des affaires étrangères, Côte d'Ivoire

Bamanga Abbas Malloum
Ambassade du Tchad en Suisse

Les McBride
US Agency for International Development, Tchad

Delphine Mechoulan
International Peace Institute

Florent Méhaule
Bureau de la coordination des affaires
humanitaires, Tchad

Madeleine Memb
MediaWomen4Peace, Cameroun

Imam Abakar Walar Modou
Haut conseil islamique, Tchad

Abdoulaye Mohamadou
Conseil de l'entente, Niger

Ameur Mokhtar
Commission nationale de lutte contre le terrorisme, Tunisie

Jolie-Ruth Morand
Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces, Suisse

Carol Mottet
Département fédéral des affaires étrangères, Suisse

Vanessa Moungar
Center for Regional Strategies, Forum économique mondial

Najim El Hadj Mohamed
G5 Sahel

Général Paul Ndiaye
Centre des hautes études de défense et de sécurité, Sénégal

Mahamat Saleh Annadif
MINUSMA, Mali

Abdullahi Omaki
Savannah Centre for Diplomacy, Democracy and Development, Nigéria

Christian Pout
Centre africain d'études internationales diplomatiques économiques et stratégiques, Cameroun

Mohammed Abdelwahab Rafiqi
Cheikh, Maroc

Zakaria Ousman Ramadan
Expert, Tchad

Bakary Sambe
Observatoire du radicalisme et des conflits religieux, Sénégal

David Smith
Dandal Kura Radio International, Tchad

Aslam Souli
Association Beder pour la citoyenneté et le développement équitable, Tunisie

Moussa Tchangari
Alternative espaces citoyens, Niger

Massalbaye Tenebaye
Primature, Tchad

Djeinaba Touré
Je m'engage, Mauritanie

Emmanuel Tronc
Consultant

Jérôme Tubiana
Small Arms Survey

Stephen Tull
Nations Unies, Tchad

Ashraf Usman
Neem Foundation, Nigéria

Stephanie Wolters
Institute for Security Studies, South Africa

Zara Mahamat Yacoub
Equal Access, Tchad

Mahamat Ali Youssouf
Ministère des affaires étrangères, Tchad

Marie-Joëlle Zahar
Université de Montréal, Canada

Goukouni Zen
Cabinet d'analyses et d'actions pour la sécurité et la paix au Sahel, Niger

Kouider Zerrouk
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

Barbara Züger
Département fédéral des affaires étrangères, Suisse

L'**INTERNATIONAL PEACE INSTITUTE** (IPI) est un groupe de réflexion international et indépendant à but non lucratif qui se consacre à la gestion des risques et au renforcement des capacités d'endurance et de rebond des collectivités humaines en vue de promouvoir la paix, la sécurité et le développement durable. Pour remplir sa vocation, l'IPI conjugue recherche sur les politiques, analyse stratégique, publication de travaux et organisation de réunions. Réunissant une équipe pluridisciplinaire venue de plus de 20 pays, l'IPI a des bureaux en face du siège des Nations Unies à New York ainsi qu'à Vienne (Autriche) et à Manama (Bahreïn).



777 United Nations Plaza, New York, NY 10017-3521, USA

TEL +1-212-687-4300 FAX +1-212-983-8246

Freyung 3, 1010 Vienna, Austria

TEL +43-1-533-8881 FAX +43-1-533-8881-11

52-52 Harbour House, Bahrain Financial Harbour

P.O. Box 1467, Manama, Bahrain

www.ipinst.org